

REPUBLIQUE DU BURUNDI



AMBASSADE DU BURUNDI EN ITALIE

**CINQUANTE-DEUXIEMME SESSION DU COMITE DE LA SECURITE  
ALIMENTAIRE MONDIALE**

Rome, 21-25 octobre 2024

**POINT II : RENFORCEMENT DE L'ACTION COORDONNEE FACE A LA  
CRISE ALIMENTAIRE – L'ETAT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET DE LA  
NUTRITION DANS LE MONDE 2024**

**Déclaration du Burundi.**

**Madame la Présidente**, merci de m'accorder la parole.

Le Burundi souscrit à la déclaration prononcée par le Nigeria au nom du Groupe Afrique.

Le Burundi exprime son inquiétude face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle qui secoue le monde. Entre 713 et 757 millions de personnes souffraient de la faim et 2,33 milliards de personnes souffraient d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2023, selon le rapport SOFI 2024.

Cela nous montre comment le monde est loin de vaincre le Défi Faim Zéro lancé par l'ancien Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon lors de la Conférence de Rio sur le Développement durable en juin 2012.

**Madame la Présidente,**

Le Burundi croît que l'insécurité alimentaire et nutritionnelle n'est pas une fatalité, qu'elle peut être élimée dans le monde grâce à un engagement global de tous les acteurs aux niveaux mondial, régional et national en s'attaquant à ses causes profondes et à ses facteurs structurelles notamment par un financement accru au service de la sécurité alimentaire et nutritionnelle , la promotion des systèmes alimentaires plus durables et plus équitables et le renforcement d'une coopération internationale au service de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Sur ce, le Burundi encourage les efforts déployés dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire et salue la création de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté par le Brésil.

**Madame la Présidente,**

Sous une approche tournée vers l'avenir, le Burundi s'est déterminé à tout mettre en œuvre pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population par :

- Primo, la mise en place d'une Plateforme Multisectorielle de la Sécurité Alimentaire et de Nutrition (MPSAN) afin de mieux structurer, coordonner les actions à l'échelle nationale et garantir la synergie.
- Secundo, la suppression des barrières entre les différentes disciplines pour galvaniser les experts de l'Agriculture, de la santé, de la Protection Sociale, de l'Education , de l'Approvisionnement en eau potable et Assainissement (WASH), sans oublier les thématiques transversales que sont le Genre, la Gouvernance et le Financement.

Les actions prioritaires choisies pour garantir cette sécurité alimentaire et nutritionnelle s'articulent autour de six grands axes.

Il s'agit de :

- 1. La Gestion rationnelle et équitable de la ressource terre et réponse à la pression démographique ;**
- 2. La mise en place des systèmes de production durables et résilients au changement climatique ;**
- 3. La promotion d'une Alimentation saine et nutritive, et des mécanismes de résilience des populations burundaises ;**
- 4. La Compétitivité agricole dans un contexte de bonne gouvernance ;**
- 5. La Promotion de la dimension Genre pour des systèmes alimentaires résilients ;**
- 6. Le Renforcement de la gouvernance et des mécanismes de financement innovants des systèmes alimentaires.**

**Madame la Présidente,**

Les six interventions susmentionnées conduiront le pays vers son émergence à travers une sécurité alimentaire et nutritionnelle résiliente afin de faire du Burundi un Pays émergent en 2040 et un pays développé en 2060.

Toutefois, les défis ne manquent pas. Ils se résument dans la logique de nourrir une population à travers une amélioration de facteurs de production et une gestion efficace et rationnelle des ressources tout en faisant face à la démographie galopante et aux phénomènes liés au changement climatique.

**JE VOUS REMERCIE**